

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 697

[C - 2005/27161]

**24 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la carte de légitimation des fonctionnaires et agents chargés de rechercher et constater les infractions aux dispositions légales en matière de redevances radio et télévision**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, modifiée par le décret du 27 mars 2003, notamment les articles 20, 21, 22, 23 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 13 juillet 2002, notamment les articles 87 et 88;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions, notamment les articles 4 et 5;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires dirigeants du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 juillet 2000 et 18 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999 relatif au contrôle exercé par les fonctionnaires et agents du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 avril 2003 déterminant les modalités de transfert du personnel du Service de perception de la redevance radio et télévision au Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 transférant d'office les membres du personnel du Service de perception de la redevance radio et télévision au Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant création d'une Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 2004 portant intégration des membres du personnel du Service de perception de la redevance radio et télévision transférés au Gouvernement wallon à la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne;

Vu l'accord du Ministre du Budget et des Finances, donné le 21 février 2005;

Considérant que certains membres du personnel du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Région wallonne sont désignés et assermentés par le fonctionnaire dirigeant du Service pour rechercher et constater, dans l'exercice de leurs fonctions, les infractions à la loi relative aux redevances radio et télévision du 13 juillet 1987 et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci;

Considérant que les fonctionnaires et agents désignés et assermentés par le fonctionnaire dirigeant du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Région wallonne disposent d'une carte de commission, prouvant leur qualité d'officier de police judiciaire, élaborée par le Service et différente de celle dont disposaient les fonctionnaires et agents du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française avant leur transfert à la Région wallonne;

Considérant qu'il est indispensable que les fonctionnaires et agents assermentés par le Gouvernement wallon soient immédiatement identifiables pour les personnes contrôlées;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La désignation des agents du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Région wallonne chargés de rechercher et constater les infractions aux dispositions relatives aux redevances radio et télévision est attestée par une carte de légitimation signée par le fonctionnaire dirigeant du Service, prouvant leur qualité d'officier de police judiciaire.

Le modèle est joint en annexe 1<sup>re</sup> au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *La carte de légitimation*

**Art. 2.** La carte de légitimation est une carte de couleur blanche plastifiée, de forme rectangulaire (longueur 10 centimètres – largeur 7 centimètres).

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La carte de légitimation porte au recto les mentions suivantes :

1° sur la partie supérieure gauche, le texte en noir suivant : « Royaume de Belgique »;

2° sous le 1°, le texte en noir suivant : « Koninkrijk België »;

3° sous le 2°, le texte en noir suivant : « Königreich Belgien »;

4° sur la partie supérieure droite, le texte en majuscule et en noir suivant : « POLICE JUDICIAIRE »;

5° sous le 4°, le texte en majuscule et en noir suivant : « GERECHTELIJKE POLITIE »;

6° sous le 5°, le texte en majuscule et en noir suivant : «GERICHTSPOLIZEI»;

7° sur la partie centrale supérieure, dans un encart surligné noir, le texte en blanc suivant : « Radio-Télévision  
Redevances + Kijk- en Luistergeld » en première ligne et « RundFunk- und Fernsehgebühren » en deuxième ligne;

8° sur la partie inférieure gauche : la photo d'identité récente en couleurs du titulaire de la carte de légitimation (dimensions minimales de 2,5 centimètres sur 3,2 centimètres et maximales de 3 centimètres sur 3,9 centimètres);

9° sur la partie centrale inférieure, à droite de la photo, en majuscule et en noir : « NOM PRENOM (du titulaire de la carte) »;

10° sous le 9°, le texte en noir suivant : « Né(e) à 'lieu de naissance du titulaire de la carte' la date de naissance du titulaire de la carte »;

11° sous le 10°, le texte en noir suivant : « a la qualité d'Officier de Police judiciaire »;

12° sous le 11°, le texte en noir suivant : « heeft de hoedanigheid van Officier van Gerechtelijke Politie »;

13° sous le 12°, le texte en noir suivant : « hat die Befugnisse eines Offizier der Gerichtspolizei »;

14° sur la partie centrale droite, le logo officiel de la Région wallonne;

15° sur la partie inférieure centrale, le texte en noir suivant : « Signature du titulaire »;

16° sous le 15°, le texte en noir suivant : « Handtekening van de houder »;

17° sous le 16°, le texte en noir suivant : « Unterschrift des Inhabers »;

18° à droite des 15°, 16° et 17°, apparaît la signature du titulaire de la carte;

19° en travers de la carte, en diagonale, de la partie supérieure gauche à la partie inférieure droite, en fond sous le texte, une bande de 0,5 centimètre avec les trois couleurs nationales.

§ 2. La carte de légitimation porte au verso les mentions suivantes :

1° sur la partie supérieure gauche, le texte en noir suivant : « Le titulaire est investi d'un mandat d'officier de police judiciaire, conformément à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision. »;

2° sous le 1°, le texte en noir suivant : « Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité : elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions. »;

3° sur la partie supérieure centrale, le texte en noir suivant : « De titularis is belast met een mandaat van officier van gerechtelijke politie gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het Kijk- en Luistergeld. »;

4° sous le 3°, le texte en noir suivant : « De gestelde overheden zullen hem in die hoedanigheid erkennen en hem hulp en bescherming verlenen in de uitoefening van zijn ambt. »;

5° sur la partie supérieure droite, le texte en noir suivant : « Der Inhaber wurde unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 13 Juli 1987 bezüglich der Rundfunk- und Fernsehgebühren. »;

6° sous le 5°, le texte en noir suivant : « Die bestehenden Behörden werden ihn in dieser Eigenschaft anerkennen und ihm Hilfe leisten und Schutz gewähren in der Ausübung seines Amtes. »;

7° sur la partie inférieure gauche de la carte, le texte en noir suivant : « Le fonctionnaire dirigeant : 'Prénom + NOM' (du fonctionnaire dirigeant du Service de perception de la redevance radio et télévision) »;

8° à droite du 7°, apparaît la signature du fonctionnaire dirigeant du Service;

9° au centre, en fond sous le texte, le logo officiel de la Région wallonne.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions communes*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La carte de légitimation est restituée au Service de perception de la redevance radio et télévision lorsque :

1. - la carte est détériorée;  
— une ou plusieurs données qui figurent sur la carte sont modifiées ou lorsque la photo n'est plus ressemblante;
2. le titulaire n'est plus capable d'exercer sa fonction ou n'y est plus autorisé;
3. le titulaire de la carte de légitimation quitte ses fonctions définitivement;

§ 2. Le Service de perception de la redevance radio et télévision retire temporairement la carte de légitimation du titulaire suspendu ou démis de sa fonction, quelle que soit la durée de la mesure. La carte de légitimation est restituée au titulaire dès qu'il exerce à nouveau sa fonction.

§ 3. La perte, le vol ou la destruction de la carte de légitimation doivent être signalés immédiatement au fonctionnaire dirigeant du Service de perception de la redevance radio et télévision. Toute personne retrouvant une carte de légitimation renvoie celle-ci au Service, situé avenue Gouverneur Bovesse 29, à 5100 Jambes, à l'attention personnelle du fonctionnaire dirigeant. Lorsque la carte est retrouvée après son renouvellement, elle est remise immédiatement au fonctionnaire dirigeant ou à la personne désignée par celui-ci, pour être détruite.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 5.** Les cartes de contrôle délivrées aux fonctionnaires et agents du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française ne sont plus valables à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 février 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 697

[C — 2005/27161]

**24. FEBRUAR 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Legitimationskarte der Beamten und Bediensteten, die mit der Aufspürung und der Feststellung der Verstöße gegen die gesetzlichen Bestimmungen in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2003, insbesondere der Artikel 20, 21, 22, 23 und 30;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren; Aufgrund des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2002, insbesondere der Artikel 87 und 88;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen, insbesondere der Artikel 4 und 5;

Aufgrund des Dekrets vom 1. Dezember 1997 zur Gründung der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der französischen Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 19. Oktober 1998 zur Übertragung von Zuständigkeiten und Zeichnungsberechtigungen an die leitenden Beamten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der französischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Erlasse der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 20. Juli 2000 und vom 18. Dezember 2000;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 7. Juni 1999 über die von den Beamten und Bediensteten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der französischen Gemeinschaft ausgeübte Kontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 17. April 2003 zur Bestimmung der Modalitäten bezüglich der Übertragung des Personals der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr an die Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft vom 18. April 2003, durch den die Mitglieder des Personals der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr von Amts wegen der Regierung übertragen werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 zur Gründung einer vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 2004, durch den die in die Wallonische Region versetzten Personalmitglieder der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr in die vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens aufgenommen werden;

Aufgrund der am 21. Februar 2005 gegebenen Zustimmung des Ministers des Haushalts und der Finanzen;

In der Erwägung, dass bestimmte Mitglieder des Personals der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der Wallonischen Region von dem leitenden Beamten der Dienststelle bezeichnet und vereidigt werden, um in der Ausübung ihres Amtes die Verstöße gegen das Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren und gegen die in deren Ausführung gefassten Erlasse aufzuspüren und festzustellen;

In der Erwägung, dass die von dem leitenden Beamten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der Wallonischen Region bezeichneten und vereidigten Beamten und Bediensteten über eine von der Dienststelle erstellte Kommissionskarte verfügen, die ihre Eigenschaft als Offizier der Gerichtspolizei beweist, und eine andere Karte ist als diejenige, über welche die Beamten und Bediensteten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der französischen Gemeinschaft vor deren Übertragung an die Wallonische Region verfügten;

In der Erwägung, dass es unabdingbar ist, dass die kontrollierten Personen die von der Wallonischen Regierung vereidigten Beamten und Bediensteten sofort identifizieren können;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Die Bezeichnung der Bediensteten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der Wallonischen Region, die mit der Aufspürung und der Feststellung der Verstöße gegen die Bestimmungen in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt sind, wird durch eine vom leitenden Beamten der Dienststelle unterzeichnete Legitimationskarte, die ihre Eigenschaft als Offizier der Gerichtspolizei beweist, bescheinigt.

Das Muster dieser Karte ist in der Anlage I zum vorliegenden Erlass beigelegt.

KAPITEL II — *Die Legitimationskarte*

**Art. 2** - Die Legitimationskarte ist eine weiße, mit einer Kunststoffolie überzogene rechteckige Karte (Länge 10 Zentimeter – Breite 7 Zentimeter).

**Art. 3** - § 1. Auf der Vorderseite der Legitimationskarte stehen folgende Angaben:

1° oben links steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Royaume de Belgique»;

2° unter 1° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Koninkrijk België»;

3° unter 2° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Königreich Belgien»;

4° oben rechts steht der folgende Wortlaut in schwarzen Großbuchstaben: «POLICE JUDICIAIRE»;

5° unter 4° steht der folgende Wortlaut in schwarzen Großbuchstaben: «GERECHTELIJKE POLITIE»;

6° unter 5° steht der folgende Wortlaut in schwarzen Großbuchstaben: «GERICHTSPOLIZEI»;

7° oben in der Mitte steht der folgende Wortlaut in weißer Farbe auf schwarzem Grund: «Radio-Télévision Redevances + Kijk- en Luistergeld» als erste Zeile und «Rundfunk- und Fernsehgebühren» als zweite Zeile;

8° unten links steht ein rezentes Passphoto des Inhabers der Legitimationskarte in Farbe (Abmessungen: mindestens 2,5 Zentimeter mal 3,2 Zentimeter und höchstens 3 Zentimeter mal 3,9 Zentimeter);

9° unten in der Mitte, rechts vom Photo, stehen in schwarzen Großbuchstaben der «NAME» und der «VORNAME» (des Inhabers der Karte);

10° unter 9° steht der folgende Wortlaut: «Né(e) à «Geburtsort des Inhabers der Karte» le «Geburtsdatum des Inhabers der Karte»;

11° unter 10° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «a la qualité d'Officier de Police judiciaire»;

12° unter 11° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «heeft de hoedanigheid van Officier van Gerechdelijke Politie»;

13° unter 12° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «hat die Befugnisse eines Offiziers der Gerichtspolizei»;

14° in der Mitte rechts steht das offizielle Zeichen der Wallonischen Region;

15° in der Mitte unten steht der folgende Wortlaut: «Signature du titulaire»;

16° unter 15° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Handtekening van de houder»;

17° unter 16° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Unterschrift des Inhabers»;

18° rechts von 15°, 16° und 17° steht die Unterschrift des Inhabers der Karte;

19° ein 0,5 Zentimeter breites Band mit den drei Nationalfarben läuft schräg von oben links nach unten rechts im Hintergrund des Textes.

§ 2. Auf der Rückseite der Karte stehen folgende Angaben:

1° oben links steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Le titulaire est investi d'un mandat d'officier de police judiciaire, conformément à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.»;

2° unter 1° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité: elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.»;

3° oben in der Mitte steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «De titularis is belast met een mandaat van officier van gerechdelijke politie gelet op de wet van 13. Juli 1987 betreffende het Kijk- en Luistergeld.»;

4° unter 3° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «De gestelde overheden zullen hem in die hoedanigheid erkennen en hem hulp en bescherming verlenen in de uitoefening van zijn ambt.»;

5° oben rechts steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Der Inhaber wurde unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 13. Juli 1987 bezüglich der Rundfunk- und Fernsehgebühren mit einem Mandat als Offizier der Gerichtspolizei beauftragt.»;

6° unter 5° steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Die bestehenden Behörden werden ihn in dieser Eigenschaft anerkennen und ihm Hilfe leisten und Schutz gewähren in der Ausübung seines Amtes.»;

7° unten links steht der folgende Wortlaut in schwarzer Farbe: «Le fonctionnaire dirigeant: Vorname + NAME (des leitenden Beamten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr)»;

8° rechts von 7° steht die Unterschrift des leitenden Beamten der Dienststelle;

9° das offizielle Zeichen der Wallonischen Region steht im Zentrum im Hintergrund des Textes.

### KAPITEL III — *Gemeinsame Bestimmungen*

**Art. 4** - § 1. Die Legitimationskarte wird der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr zurückgegeben, wenn:

1. - die Karte beschädigt ist;  
- eine oder mehrere auf der Karte stehende Angaben abgeändert werden oder wenn das Photo nicht mehr originalgetreu ist;
2. der Inhaber nicht mehr in der Lage ist, sein Amt auszuüben, oder dazu nicht mehr befugt ist;
3. der Inhaber der Legitimationskarte sein Amt endgültig niederlegt;

§ 2. Die Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr entzieht dem von seinem Amt enthobenen oder befreiten Inhaber seine Legitimationskarte vorübergehend, dies unabhängig von der Dauer der Maßnahme. Die Legitimationskarte wird dem Inhaber zurückgegeben, sobald er sein Amt wieder ausübt.

§ 3. Der Verlust, der Diebstahl oder die Vernichtung der Legitimationskarte müssen dem leitenden Beamten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr sofort mitgeteilt werden. Jede Person, die eine Legitimationskarte findet, schickt sie an die Dienststelle, avenue Gouverneur Bovesse 29 in 5100 Jambes, zu Händen von dem leitenden Beamten. Wird die Karte nach deren Erneuerung wiedergefunden, so wird sie sofort dem leitenden Beamten oder der von ihm bezeichneten Person ausgehändigt, um vernichtet zu werden.

### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 5** - Die den Beamten und Bediensteten der Dienststelle zur Einziehung der Rundfunk- und Fernsehgebühr der französischen Gemeinschaft ausgehändigten Kontrollkarten sind ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nicht mehr gültig.

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 7** - Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Februar 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 697

[C — 2005/27161]

**24 FEBRUARI 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de legitimatiekaart van de personeelsleden die de overtredingen van de wettelijke bepalingen inzake het kijk- en luistergeld moeten opsporen en vaststellen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003, inzonderheid op de artikelen 20, 21, 22, 23 en 30;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2002, inzonderheid op de artikelen 87 en 88;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 1998 houdende delegaties van bevoegdheid en handtekening aan de leidend ambtenaren van de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2000 en 18 december 2000;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999 betreffende het toezicht uitgeoefend door de ambtenaren van de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 april 2003 tot bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld naar de Regering van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de overdracht van rechtswege van de personeelsleden van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld naar de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 tot oprichting van een tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 2004 houdende de integratie van de personeelsleden van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld die overgedragen zijn naar de Waalse Regering, in de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting en Financiën, gegeven op 21 februari 2005;

Overwegende dat enkele personeelsleden van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van het Waalse Gewest door de leidend ambtenaar van de Dienst aangewezen en beëdigd worden om in de uitoefening van hun ambt de overtredingen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en van de overeenkomstig deze wet genomen besluiten op te sporen en vast te stellen;

Overwegende dat de ambtenaren en de leden aangewezen en beëdigd door de leidend ambtenaar van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van het Waalse Gewest over een commissiekaart beschikken, die hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie bewijst en die uitgewerkt is door de Dienst en die verschillend is van die waarover de ambtenaren en de leden van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap beschikten vóór hun overdracht naar het Waalse Gewest;

Overwegende dat het nodig is dat de ambtenaren en personeelsleden die door de Waalse Regering beëdigd zijn, onmiddellijk identificeerbaar zijn door de gecontroleerde personen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** De aanwijzing van de personeelsleden van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van het Waalse Gewest die de overtredingen van de bepalingen betreffende het kijk- en luistergeld moeten opsporen en vaststellen, wordt bevestigd door een legitimatiekaart die door de leidend ambtenaar van de Dienst wordt ondertekend en die hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie bewijst. Het model ervan wordt gevoegd in bijlage 1 bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Legitimatiekaart*

**Art. 2.** De legitimatiekaart is wit, geplastificeerd en heeft de vorm van een rechthoek (10 centimeter lang 7 centimeter breed).

**Art. 3.** § 1. Op de voorzijde van de legitimatiekaart worden de volgende vermeldingen aangebracht :

1° op het linker bovenste gedeelte, de volgende tekst in zwart : « Royaume de Belgique »

2° onder 1°, de volgende tekst in zwart : « Koninkrijk België »;

3° onder 2°, de volgende tekst in zwart : « Königreich Belgien »;

4° op het rechter bovenste gedeelte, de volgende tekst in hoofdletters en in zwart : « POLICE JUDICIAIRE »;

5° onder 4°, de volgende tekst in hoofdletters en in zwart : « GERECHTELIJKE POLITIE »;

6° onder 5°, de volgende tekst in hoofdletters en in zwart : « GERICHTSPOLIZEI »;

7° op het linker centrale gedeelte, in een zwart gemarkeerd kader, de volgende tekst in wit : « Radio-Télévision Redevances + Kijk- en Luistergeld » op de eerste lijn en « Rundfunk und Fernsehgebühren » op de tweede lijn;

8° op het linker onderste gedeelte : een recente identiteitsfoto in kleur van de houder van de legitimatiekaart (minimale afmetingen van 2,5 centimeter bij 3,2 centimeter en maximale afmetingen van 3 centimeter bij 3,9 centimeter);

9° op het lagere centrale gedeelte, rechts van de foto, in hoofdletters en in zwart : « NOM PRENOM (van de houder van kaart) »;

10° onder 9°, de volgende tekst in zwart : « Né(e) à 'geboorteplaats van de houder van de kaart' le 'geboortedatum van de houder van de kaart' »;

11° onder 10°, de volgende tekst in zwart : « a la qualité d'Officier de Police judiciaire »;

12° onder 11°, de volgende tekst in zwart : « heeft de hoedanigheid van Officier van Gerechtelijke Politie »;

13° onder 12°, de volgende tekst in zwart : « hat die Befugnisse eines Offizier der Gerichtspolizei »;

14° op het rechter centrale gedeelte : het officiële logo van het Waalse Gewest;

15° op het centrale onderste gedeelte, de volgende tekst in zwart : « Signature du titulaire »;

16° onder 15°, de volgende tekst in zwart : « Handtekening van de houder »;

17° onder 16°, de volgende tekst in zwart : « Unterschrift des Inhabers »;

18° rechts van de punten 15°, 16° en 17° : de handtekening van de houder van de kaart;

19° dwars door de kaart, schuin, vanuit het linker bovenste gedeelte tot het rechter onderste gedeelte, als achtergrond onder de tekst : een band van 0,5 centimeter met de drie nationale kleuren.

§ 2. Op de keerzijde van de legitimatiekaart worden de volgende vermeldingen aangebracht :

1° op het linker bovenste gedeelte, de volgende tekst in zwart : « Le titulaire est investi d'un mandat d'officier de police judiciaire, conformément à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision. »;

2° onder 1°, de volgende tekst in zwart : « Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité : elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions. »;

3° op het centrale bovenste gedeelte, de volgende tekst in zwart : « De titularis is belast met een mandaat van officier van gerechtelijke politie gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld. »;

4° onder 3°, de volgende tekst in zwart : « De gestelde overheden zullen hem in die hoedanigheid erkennen en hem hulp en bescherming verlenen in de uitoefening van zijn ambt. »;

5° op het rechter bovenste gedeelte, de volgende tekst in zwart : « Der Inhaber wurde unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 13 Juli 1987 bezüglich der Rundfunk- und Fernsehgebühren. »;

6° onder 5°, de volgende tekst in zwart : « Die bestehenden Behörden werden ihn in dieser Eigenschaft anerkennen und ihm Hilfe leisten und Schutz gewähren in der Ausübung seines Amtes. »;

7° op het linker onderste gedeelte van de kaart, de volgende tekst in zwart : « Le fonctionnaire dirigeant : 'Naam en Voornaam' (van de leidend ambtenaar van de Dienst voor de Inning van het Kijk- en Luistergeld) »;

8° rechts van punt 7° : de handtekening van de leidend ambtenaar van de Dienst;

9° in het midden, als achtergrond onder de tekst : het officiële logo van het Waalse Gewest.

### HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 4.** § 1. De legitimatiekaart wordt aan de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld teruggegeven wanneer :

1. - de kaart beschadigd is;

— één of meer gegevens die op de kaart vermeld staan, worden gewijzigd of wanneer de foto niet meer gelijkend is;

2. de houder zijn functie niet meer kan uitoefenen of wanneer hij ertoe niet meer gemachtigd is;

3. de houder zijn functies definitief neerlegt.

§ 2. De Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld neemt de legitimatiekaart van de geschorste of ontslagen houder voorlopig terug, ongeacht de duur van de maatregel. De kaart wordt aan de houder teruggegeven zodra hij zijn functie opnieuw uitoefent

§ 3. Het verlies, de diefstal of de vernietiging van de legitimatiekaart moeten onmiddellijk medegedeeld worden aan de leidend ambtenaar van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld. Elke persoon die een legitimatiekaart terugvindt, stuurt ze aan de Dienst gelegen « avenue Gouverneur Bovesse 29, te 5100 Jambes », ter attentie van de leidend ambtenaar. Als de kaart na haar vernieuwing wordt teruggevonden, wordt ze onmiddellijk aan de leidend ambtenaar of aan de door hem aangewezen persoon bezorgd om vernietigd te worden.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 5.** De aan de ambtenaren en personeelsleden van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap afgegeven controlekaarten zijn niet meer geldig op de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 7.** De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 februari 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

		<b>Royaume de Belgique</b> <b>Koninkrijk België</b> <b>Königreich Belgien</b>	<b>POLICE JUDICIAIRE</b> <b>GERECHTELIJKE POLITIE</b> <b>GERICHTSPOLIZEI</b>
<b>Radio- Télévision Redevances + Kijk- en Luistergeld</b> <b>Rundfunk- und Fernsehgebühren</b>			
<b>PHOTO</b>	<b>NOM PRÉNOM</b> <b>Né à "Commune" le "date de N"</b>		 <b>RÉGION WALLONNE</b>
	<small>a la qualité d'Officier de Police Judiciaire          heeft de hoedanigheid van Officier van Gerechtelijke Politie          hat die Befugnisse eines Offiziers der Gerichtspolizei</small>		
<small>Signature du titulaire          Handtekening van de houder          Unterschrift des Inhabers</small>			

Le titulaire est investi d'un mandat d'officier de police judiciaire, conformément à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.	De titularis is belast met een mandaat van officier van gerechtelijke politie gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het Kijk- en Luistergeld.	Der Inhaber wurde unter Berücksichtigung des Gesetzes vom 13 Juli 1987 bezüglich der Rundfunk- und Fernsehgebühren mit einem Mandat als Offizier der Gerichtspolizei beauftragt.
Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité : elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.	De gesetste overheden zullen hem in die hoedanigheid erkennen en hem hulp en bescherming verlenen in de uitoefening van zijn ambt.	Die beschenden Behörden werden ihn in dieser Eigenschaft anerkennen und ihm Hilfe leisten und Schutz gewähren in der Ausübung seines Amtes.
<b>RÉGION WALLONNE</b>		
Le Fonctionnaire dirigeant : Guy BROUWERS		